



Chères Capbretonnaises, chers Capbretonnais,

Depuis plus de 5 ans, nous avons toujours autant de bonheur à vous rencontrer, vous conseiller, vous aider, vous servir. Nous faisons notre possible alors même que les moyens de communication de la ville et de la presse locale nous sont refusés.

Mais nous travaillons avec vous et c'est le principal, sur toutes les questions qui vous préoccupent : le cadre de vie, l'environnement, les mobilités, l'urbanisme, la santé, le social, l'éducation jeunesse, la sécurité, les acteurs économiques, le port.

Ce document s'inscrit dans cette volonté de continuer notre dialogue avec chacun d'entre vous.

A votre écoute et bien fidèlement à vous

Serge MACKOWIAK

Depuis 2020 : cinq années engagées

Un bilan dense : prises de position publiques sur l'urbanisation, alertes sur la situation du marché couvert, soutien aux commerçants, rencontres citoyennes et travail de fond sur les questions de mobilité, de sécurité des espaces publics, d'environnement et du cadre de vie.

Des engagements qui ont été marqués par un engagement fort contre le tracé de ligne à très haute tension 400 000 Volts porté par RTE et validé par le groupe majoritaire lors d'une délibération en Conseil municipal, un projet imposé, mal concerté, destructeur d'environnement et symbolique d'une gouvernance déconnectée. À plusieurs reprises, nos élu(e)s ont pris la parole pour dénoncer une méthode brutale et une vision du territoire qu'ils ne partagent pas en s'appuyant sur l'avis du conseil national de protection de la nature (CNPN)

« RTE, c'est une honte. On veut nous imposer un projet tracé d'un autre temps, sans écouter personne. » Claude, nouvel adhérent Capbreton Nouveau Cap, habitant du quartier des Vignes

« On ne peut pas regarder Capbreton se bétonner et s'abîmer sans rien faire. » Sophie, commerçante du Centre-ville

Cette nouvelle année tournée vers l'avenir

L'occasion de faire connaissance avec de nombreux nouveaux adhérents de Capbreton Nouveau Cap, venus de tous les quartiers de la ville, désireux de s'impliquer activement dans la vie locale.

Les divers échanges ont été riches, parfois passionnés, toujours respectueux. Chacun a pu partager ses inquiétudes, mais surtout ses idées et ses envies pour Capbreton. Mobilité douce, protection des espaces naturels, rénovation du marché, soutien aux jeunes et aux associations : les propositions ont fusé.

« On sent qu'il y a une attente immense d'un vrai changement. Les gens ne veulent pas seulement critiquer, ils veulent construire. »

Nous avons posé les premiers jalons de notre feuille de route pour 2025. Des groupes de travail vont être mis en place sur les grands thèmes : urbanisme maîtrisé, préservation du littoral, mobilités apaisées, démocratie locale renforcée, environnement, cadre de vie.

Une dynamique collective

Ce qui ressort de ces cinq années, c'est une volonté partagée de ne pas laisser Capbreton devenir une ville sacrifiée au court terme, bétonnée sans cohérence, vidée de son âme. Le cap est clair : penser une ville vivable, humaine, résiliente. Une ville qui respecte ses habitants, son histoire, ses ressources naturelles.

« Ce que j'ai vu et entendu lors de nos rencontres avec les Capbretonnaises et Capbretonnais me conforte dans une conviction profonde : ils ne veulent pas d'une ville figée ou défigurée, mais d'une ville vivante, respirable, ambitieuse tournée vers l'avenir.

« Ils ne veulent plus de décisions imposées d'en haut, sans débat ni respect, mais d'un projet construit avec eux, à leur écoute. C'est cette promesse que nous portons ensemble. »

« C'est ce cap que nous fixons pour 2026 : rendre à Capbreton le sens du commun, la beauté de son environnement, et la force de sa démocratie locale. » Serge Mackowiak

Capbreton en chantier : une ville à l'arrêt !

Depuis plusieurs mois, les Capbretonnaises et Capbretonnais vivent au rythme des déviations, des routes barrées, et des engins de chantier. Partout dans la ville, des tranchées, des palissades, des signalisations improvisées. Les habitants doivent composer avec une mobilité réduite, des trajets rallongés, un centre-ville embouteillé, et une vie locale profondément perturbée.

Les commerçants, eux, sont en première ligne. Certains parlent de baisse de chiffre d'affaires, d'autres d'une fréquentation en chute libre. Le lien est évident : quand se déplacer devient un casse-tête, consommer local devient un effort. Et quand les clients fuient le centre-ville par lassitude ou par contrainte, ce sont des pans entiers de l'économie locale qui s'essoufflent.

Des chantiers mal anticipés, mal coordonnés

Personne ne conteste la nécessité de réaliser des travaux pour entretenir ou moderniser les infrastructures. Mais ce qui frappe aujourd'hui à Capbreton, c'est l'absence de vision d'ensemble. Les chantiers se superposent sans planification lisible, les itinéraires sont modifiés sans communication préalable, et les habitants découvrent les fermetures de rues ou les coupures de circulation en même temps que les ouvriers.

« Quand on compare avec des communes voisines, on ne peut que s'interroger : pourquoi tant de lenteurs, tant d'incohérences dans les finitions, dans les choix de matériaux, dans le phasage des travaux ? Ce qui manque réellement depuis 2020, c'est de n'avoir pas initié une dynamique et une ambition municipale en essayant d'imaginer un Capbreton qui nous ressemble et nous rassemble » Cédric Larrieu

Il ne suffit pas de faire des travaux pour bien gouverner. Il faut les anticiper, les phaser, les expliquer aux riverains impactés et à la population entière. Aujourd'hui, rien de tout cela. La municipalité semble avoir choisi l'urgence permanente, au mépris du confort des habitants, des contraintes des commerçants et des enjeux de circulation.

Le marché couvert : un chantier emblématique d'une gestion hasardeuse

S'il fallait un symbole de cette impréparation, ce serait la rénovation du marché couvert, annoncée avec emphase mais toujours inachevée. Les commerçants sont contraints de travailler sur le parking du stade, dans des conditions transitoires qui n'ont que trop duré. La promesse d'un retour rapide à la normalité semble sans cesse repoussée, pendant que le budget, lui, ne cesse d'augmenter.

Cette situation, loin d'être un cas isolé, s'inscrit dans une tendance plus large : celle d'une ville gérée dans l'urgence et la réaction, plutôt que dans l'anticipation et la concertation.

Un calendrier qui interroge

Faut-il y voir une coïncidence si cette effervescence de chantiers survient à moins d'un an des élections municipales ? On peut légitimement s'interroger sur la finalité de ces travaux lancés à marche forcée, qui donnent parfois l'impression de vouloir rattraper en quelques mois cinq années d'inaction. À Capbreton, le coup de polish préélectoral semble avoir remplacé la gestion de fond.

Mais l'apparence ne suffit pas. Ce ne sont pas des trottoirs refaits à la hâte ou des tranchées creusées à la dernière minute qui compenseront le manque de projet cohérent pour la ville, la fatigue des commerçants, ou la lassitude croissante des habitants.

Et maintenant ?

Nous, élus de l'opposition, posons la question :

Jusqu'à quand Capbreton va-t-elle fonctionner sans boussole ni calendrier partagé ?

Comment peut-on construire une ville vivable si on ne planifie rien, si on n'associe personne, si on ne prend pas le temps d'écouter ?

Ce que nous défendons, c'est une ville où les projets sont pensés à long terme, discutés avec les habitants, coordonnés avec les acteurs économiques et sociaux, et mis en œuvre dans le respect du quotidien. Pas une ville suspendue aux caprices d'un agenda politique.



Une reconnaissance refusée :

Quand la majorité municipale dédaigne l'engagement citoyen

Au cours du Conseil municipal du 27 janvier 2025, notre groupe a soumis au vote une motion visant à attribuer la médaille de la Ville au collectif Stop THT 40. Créé en 2021, ce collectif rassemble des habitantes et habitants engagés, mobilisés depuis plusieurs années contre le projet de tracé de la ligne très haute tension (400 000 volts) porté par RTE. Leur combat n'est ni partisan ni violent. Il repose sur une mobilisation citoyenne constante, une vigilance environnementale éclairée, et une volonté sincère de préserver notre territoire.

Cette demande de reconnaissance symbolique, par l'attribution d'une distinction municipale, n'était pas anodine. Elle visait à saluer l'engagement désintéressé, opiniâtre et exemplaire d'un collectif qui incarne les valeurs que toute démocratie locale devrait encourager : la participation, la protection des biens communs et la défense d'un développement respectueux de l'environnement.

Mais cette reconnaissance a été refusée.

Le maire et sa majorité ont choisi de rejeter cette proposition, ne retenant que nos quatre voix favorables. Cette décision, au-delà de sa froideur administrative, traduit un positionnement politique clair : celui d'un pouvoir local qui préfère détourner le regard face à une mobilisation citoyenne lorsqu'elle entre en contradiction avec des intérêts économiques ou institutionnels.

Une question essentielle se pose alors : que faut-il faire pour mériter la médaille de la Ville ?

Est-ce s'opposer à la déforestation de nos territoires ?

Est-ce protéger les populations et la biodiversité menacées ?

Est-ce réclamer un débat démocratique et proposer un tracé alternatif le long de l'autoroute, plus respectueux de l'environnement et du cadre de vie des habitants ?

Si ces engagements ne suffisent pas à justifier une reconnaissance symbolique, alors quels critères guident aujourd'hui l'attribution des honneurs municipaux ?

Le message est lourd de sens. Il signifie que dans notre commune, s'opposer à un projet industriel jugé nocif peut non seulement ne pas être entendu, mais également se heurter à l'indifférence, voire au mépris. Que des années d'engagement bénévole, d'informations partagées, de propositions alternatives construites n'ouvrent même pas droit à une reconnaissance symbolique.

Nous regrettons profondément cette attitude. Elle affaiblit le lien de confiance entre les citoyens et leurs élus. Elle discrédite l'exemplarité que devrait incarner la représentation municipale. Et surtout, elle envoie un signal négatif à toutes celles et ceux qui, dans l'ombre, consacrent du temps et de l'énergie à la défense de l'intérêt général.

Nous, élus de l'opposition, réaffirmons notre soutien au collectif Stop THT 40 et, à travers lui, à tous les acteurs associatifs et citoyens qui agissent pour protéger notre cadre de vie. La reconnaissance ne devrait pas être soumise au bon vouloir de la majorité : elle devrait être accordée là où l'engagement est manifeste, sincère et utile.



Et nous prenons un engagement clair : lorsque nous serons élus, nous saurons reconnaître les mérites de celles et ceux qui se battent pour Capbreton, ses habitants, sa forêt, ses dunes, ses plages et son océan.

Parce que défendre l'intérêt général mérite mieux que l'oubli. Cela mérite l'honneur, la reconnaissance ... et le respect.



Capbreton et la Communauté de communes MACS : reconstruire une relation de travail au service de l'intérêt général

Dans le fonctionnement institutionnel français, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) jouent un rôle croissant dans la gestion des compétences locales. À travers ces structures, plusieurs communes s'unissent pour exercer ensemble des responsabilités majeures : développement économique, aménagement du territoire, environnement, gestion de l'espace public, etc. La communauté de communes MACS (Maremne Adour Côte Sud) n'échappe pas à cette logique. Et Capbreton, comme les autres communes membres, y délègue une part importante de ses leviers d'action.

Cela signifie que le dialogue avec l'intercommunalité est fondamental. Des enjeux cruciaux pour la ville de Capbreton s'y jouent :

- L'avenir de notre port, qui est à la fois un poumon économique, un marqueur identitaire et un défi environnemental.
- La voirie, dont la gestion, la planification et l'entretien conditionnent notre cadre de vie quotidien.
- L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI), qui déterminera la forme de notre ville pour les décennies à venir.

Ces sujets ne peuvent être traités sans implication forte, sans travail collectif, sans stratégie partagée. Or, force est de constater que l'actuelle majorité municipale a déserté les lieux où ces décisions se prennent. La ville de Capbreton est trop souvent absente ou silencieuse au sein du Conseil communautaire. Cette posture d'isolement volontaire est une erreur stratégique grave, dont les Capbretonnais paient déjà le prix.

« Il est temps de renouer avec l'esprit de coopération, pas pour renoncer à nos ambitions, mais pour leur donner une chance réelle d'aboutir. Capbreton doit redevenir une voix forte, respectée et écoutée au sein de MACS. C'est en travaillant avec les autres que nous ferons avancer nos dossiers, à commencer par celui du port », déclare Serge Mackowiak.

Centres de loisirs à Capbreton : le parcours du combattant

Chaque période de vacances scolaires, c'est le même scénario : des familles de Capbreton se retrouvent sans solution de garde pour leurs enfants, faute de place au centre de loisirs. Ce qui devrait être un service public de base, bien organisé et accessible, se transforme pour de nombreux parents en parcours du combattant, où la rapidité de clic sur un portail en ligne décide du sort de leurs vacances... et de leur tranquillité d'esprit.

Les faits sont simples : les inscriptions pour les vacances d'été ont été ouvertes le 3 juin à 20h. À 20h02, il n'y avait déjà plus aucune place. En deux minutes, l'ensemble des disponibilités était épuisé. Résultat : des dizaines de familles sans solution à un mois des congés scolaires.- Simon - Parents Capbretonnais

« Comment est-ce possible qu'une municipalité ne soit pas en capacité d'accueillir dans son centre de loisirs les enfants qu'elle scolarise ?! Cela fait 5 ans que les parents nous alertent et questionnent la mairie ... sans réponse! La caisse d'allocations familiales (CAF) a de surcroît cette année, diminué sa subvention car le nombre d'enfants inscrits était moindre ! Donc, moins d'enfants et malgré tout il est impossible de les accueillir ? s'interroge Nathalie Dufau »

Le constat est sévère, mais il est juste. L'incapacité à adapter les services publics aux besoins réels de la population fragilise le quotidien des familles capbretonnaises. Le centre de loisirs ne devrait pas être un luxe réservé à ceux qui réussissent à se connecter les premiers sur une plateforme numérique, mais un service planifié, anticipé, et pensé pour toutes les familles.

Cette situation n'est pas une fatalité. Elle est le résultat d'un manque de volonté politique et de vision sur l'accompagnement des familles. Face à l'évolution démographique de la commune, il faut adapter les capacités d'accueil, augmenter le nombre de places, diversifier les solutions de garde, et surtout, cesser de faire reposer sur les épaules des parents la charge de l'improvisation municipale.

Nous défendons une autre approche : celle d'une politique familiale digne, structurée, transparente et humaine. Parce que soutenir les parents, c'est aussi faire le choix d'une commune solidaire, bienveillante et tournée vers l'avenir.



Nous mettrons fin au tout béton

Selon les données de l'INSEE, en 2021, 56,5 % des logements à Capbreton étaient des résidences secondaires ou occasionnelles, contre 41,9 % de résidences principales. Cette proportion élevée de résidences secondaires reflète une transformation significative de la commune, où l'identité entre mer et forêt semble s'estomper au profit d'une urbanisation croissante.

Cette évolution soulève des préoccupations quant à la préservation de l'équilibre naturel et social de Capbreton. La multiplication des programmes immobiliers et la densification urbaine transforment en profondeur notre ville. Les Capbretonnais et les Capbretonnaises y voient une bétonisation à outrance, défigurant l'identité de notre ville et menaçant son équilibre.

Le collectif citoyen « Capbéton », très actif sur les réseaux sociaux, dénonce avec constance les dérives d'une urbanisation devenue spéculative. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : dans certains programmes neufs récemment commercialisés, les prix atteignent jusqu'à 11 000 euros le mètre carré. Une ville de pêcheurs et de familles devient peu à peu une station balnéaire élitaire. Certains se sont copieusement enrichis, pendant que d'autres sont poussés à s'éloigner, faute de pouvoir se loger.



Mais au-delà des chiffres, c'est un modèle qui est en cause. Un modèle qui abîme, qui extrait, qui brutalise. L'urbanisation galopante n'est pas seule en cause. Le tracé de la ligne RTE (Réseau de Transport d'Électricité), qui balafré notre forêt pour nous imposer une infrastructure lourde à travers des espaces naturels et forestiers sensibles, ajoute une couche d'agression contre nos paysages et notre patrimoine vivant.

« Capbreton, c'est un équilibre fragile entre la forêt, l'océan et les zones humides. C'est un rapport sensible à la nature, au sable, à l'air iodé, à la lumière. On ne peut pas continuer à brutaliser cet environnement comme on l'a fait avec le béton et comme on veut encore le faire avec le projet RTE. Nous devons profondément changer de regard : la nature n'est pas un décor. Elle est notre maison », déclare Alexandra Lux

Nous partageons cette conviction. Nous disons clairement aux promoteurs : vous n'êtes plus les bienvenus ici. Nous voulons reprendre la main sur l'avenir urbanistique de notre ville, stopper l'accélération immobilière, protéger ce qu'il reste de vivant, et construire enfin une politique du sol et du logement tournée vers les habitants, pas vers la rente.

Nous repartirons sur des bases saines, en limitant la densification, en instaurant une vraie stratégie foncière, en luttant contre la spéculation, en imposant des critères écologiques stricts à tout projet. Et surtout, nous le ferons avec vous, avec transparence et cohérence.

Parce que Capbreton mérite mieux que le béton.

Parce que la nature est notre bien commun.

Développement économique à Capbreton : il est temps d'agir

Capbreton, avec son potentiel exceptionnel, mérite un véritable projet économique ambitieux, capable d'animer la commune au-delà de la seule saison estivale. Mais aujourd'hui, le logement des saisonniers constitue un frein majeur à cette ambition, et l'absence de vision structurelle limite notre capacité à valoriser pleinement nos atouts.

Frein n°1 : le logement des saisonniers

Un contexte saisonnier "dopé" au tourisme exige un afflux massif de main-d'œuvre. Or, le manque de logements adaptés freine les entreprises et les restaurateurs : comment recruter quand on ne peut pas loger ? C'est un problème bien connu, et qui a fait l'objet d'initiatives exemplaires ailleurs :

- À La Baule, une ancienne aire de camping a été convertie en 80 logements dédiés aux saisonniers, plus 32 places privées sécurisées.
- À Breckenridge (Colorado), les taxes sur les locations de vacances ont financé un programme de 970 logements pour travailleurs locaux en 5 ans.
- À Chamonix, une réglementation encadre les locations touristiques pour favoriser le logement permanent et sécuriser la main-d'œuvre.

Ces politiques montrent qu'il est possible de concilier tourisme, accueil des saisonniers et vie locale.

Au-delà de la saison : l'idée d'une économie durable

Il ne s'agit pas seulement de survivre l'hiver : il faut imaginer et bâtir un Capbreton attractif toute l'année. Plusieurs territoires le prouvent :

- Le Touquet, malgré ses 4 200 habitants, soutient près de 3 800 emplois, notamment grâce à un tourisme structuré (900 000 nuitées entre janvier et septembre), et développe un logement pour saisonniers et étudiants.
- Douarnenez organise des festivals maritimes internationaux attirant tout au long de l'année des milliers de visiteurs.
- La Flotte (Île de Ré) s'appuie sur son label « Villages de pierre et d'eau » pour booster le tourisme durable hors saison.

Capbreton dispose d'un port, d'une forêt, d'un littoral - autant d'atouts sous-exploités. À l'inverse, la rénovation du port, évoquée dans le mandat actuel, se limite à un argument technique, sans ambition économique ni touristique. C'est symptomatique d'une absence de vision de fond.

« Ce que l'on perçoit en arrivant à Capbreton, quand on vient de loin, c'est l'incomparable richesse inexploitée que recouvre notre ville. Mais pour la valoriser, il faut une vision et du travail – toutes choses qui ont manqué jusqu'à présent. La rénovation du port, par exemple, a totalement été ignorée de cette dimension économique. »

Gérard - Capbretonnais Ancien président de la CCI

Notre feuille de route économique

- Logement saisonnier : programmé avec des solutions mixtes – conversions d'espaces publics, partenariat avec promoteurs, incitation à la location longue durée et loyers encadrés.
- Taxe/compensation sur les locations touristiques pour financer le logement social/saisonnier, à l'image de La Baule ou Breckenridge.
- Soutien aux entreprises toute l'année : incitations, soutien aux festivals culturels, marchés d'hiver, valorisation du port par des activités halieutiques ou nautiques.
- Promotion internationale ciblée hors saison : surf, nature, forêts, randonnées, festivals culturels.
- Coordination renforcée avec la CCI et acteurs économiques, pour construire des filières durables (éco-tourisme, agroalimentaire, économie circulaire).

Le développement économique ne peut plus rester un angle mort des politiques locales. Sans engagement réel sur le logement, sans vision saisonnière étendue, sans ambition pour notre port ou nos festivals, Capbreton restera figé dans une activité touriste concentrée sur deux mois.

Nous voulons un Capbreton durable, équilibré et prospère. Une commune capable de générer richesse, emplois et attractivité toute l'année. Avec une politique économique structurée, cohérente, et profondément ancrée dans son identité.

Quartiers oubliés, enfance négligée : quand la ville tourne le dos à sa jeunesse

À Capbreton, deux quartiers populaires concentrent une part importante de la population qui vit ici à l'année : les Océanides et le quartier du Gaillou. Et pourtant, ces quartiers, ces familles, ces enfants ont été systématiquement négligés par la politique municipale actuelle.

Il suffit de se promener pour le constater : pas de véritables aires de jeux, pas d'aménagement structurant, peu d'espaces de convivialité. Des jeunes qui ont grandi ici sont aujourd'hui majeurs sans avoir jamais eu dans leur quartier un lieu digne de ce nom pour jouer, se retrouver, se construire. Un exemple emblématique : le "terrain de foot" du Gaillou, installé récemment dans la précipitation... et jamais entretenu depuis.



« Pendant des années, nos enfants ont vu qu'ils n'avaient pas leur place. Pas de jeux, pas de city stade, pas d'attention. Cette majorité leur a envoyé un message clair : vous n'êtes pas importants. Et ça, en tant que mère, je ne peux pas l'accepter. Le quartier du Gaillou, je le connais bien, mes enfants y ont grandi. Les jeunes qui y vivent méritaient mieux. Ils méritent encore mieux. »

Aurélie, habitante du quartier et engagée pour la jeunesse

Il y a, dans cette politique, une forme d'indifférence cruelle. Car pendant que les quartiers populaires sont abandonnés, la majorité s'enorgueillit d'un "Pôle performance" qui permet d'accueillir les équipes de France, de faire des photos avec les joueurs, de partager un moment en story. Oui, le sport de haut niveau est une chance pour Capbreton, mais pas quand il devient une vitrine au service de la communication politique.



Pendant que certains élus s'affichent en bord de terrain avec les Bleus des équipes de France, des enfants Capbretonnais n'ont toujours pas de toboggan, de terrain décent, ni même de banc pour voir la ville comme un espace qui leur appartient aussi.

Partout en France, les collectivités qui prennent au sérieux l'aménagement pour la jeunesse investissent dans des équipements de proximité : aire de jeux, city stades, espaces ludiques, aires sportives partagées. Pourquoi ? Parce que ces lieux ont un effet structurant sur la vie des quartiers. Ils permettent : l'appropriation positive de l'espace public par les jeunes, la création d'interactions intergénérationnelles, le renforcement du sentiment d'appartenance à la commune et la construction d'une culture du respect de l'environnement partagé.

À Capbreton, rien de tout cela n'a été anticipé. Les quartiers populaires ont été réduits à des zones dortoirs, sans investissement humain ni infrastructure sociale.

Nous voulons réconcilier Capbreton avec sa jeunesse, en construisant une ville à hauteur d'enfant et d'adolescent. Cela passe par :

- l'installation de vraies structures pour la jeunesse et les ainés dans tous les quartiers ;
- des aires de jeux pensées, ombragées, entretenues ;
- un plan jeunesse, concerté avec les habitants ;
- une reconnaissance symbolique et réelle de tous les quartiers, au même niveau que le front de mer.

Parce que le vivre-ensemble ne peut pas s'arrêter aux limites d'un stade d'élite, ni se limiter à des vitrines touristiques. Il doit vivre dans chaque rue, chaque école, chaque quartier.

Il est temps que la ville cesse de dire à une génération : vous ne comptez pas.

Nous leur dirons : vous êtes l'avenir de Capbreton et on ne vous oubliera plus.

Un simulacre de démocratie locale

Pour financer cette mise en scène de « démocratie participative », ce ne sont pas moins de 26 000 € d'argent public qui ont été alloués à un cabinet d'études, le tout pour une démarche dont les citoyens et les élus d'opposition sont soigneusement écartés.

En somme, l'art de dépenser sans partager !

Malgré un adjoint en charge de la démocratie participative, un groupe majoritaire et une directrice de cabinet qui :

- orchestrent des ateliers citoyens fantômes ;
- limitent la tribune du groupe d'opposition Capbreton Nouveau Cap à 2 500 caractères sur le journal municipal de 24 pages, sommes-nous réellement dans un contexte de démocratie participative ?
- organisent aucune réunion avec les commerçants, les citoyens et les acteurs économiques.

Peut-on parler de pratiques démocratiques ?

Et malgré toutes ces promesses démocratiques, aucune étude sur la mise en place d'un budget participatif permettant à des citoyens non élus de participer à la conception ou à la répartition des finances publiques comme le font certaines communes landaises - Jean-Pierre - citoyen Capbretonnais

Nous, élu(e)s de Capbreton Nouveau Cap, continuerons à défendre un Capbreton plus transparent, solidaire et ambitieux.

Nous respecterons les habitants par des concertations réelles et non des décisions imposées.



Retrouvez-nous également sur nos outils de communication :

Site Internet : <https://www.capbreton-nouveaucap.fr/>

Facebook : <https://www.facebook.com/NCap2020>

Instagram : https://www.instagram.com/nouveau_cap

Boîte mail : capbreton.nouveaucap@gmail.com

Téléphone : 07 49 50 48 07

Adresse : Hôtel La Pergola - 1 rue Depoge 40130 CAPBRETON